



# 3<sup>e</sup> SOMMET AFRICTIVISTES



**#Abidjan2021**

---

## **RAPPORT DE SYNTHÈSE** des travaux du "Sommet AfricTivistes"

Date : du 11 au 12 Novembre 2021

Lieu : Abidjan, Plateau, IVOTEL hôtel



# SOMMAIRE

04

04

06

06

13

15

17

19

22

24

26

27

29

30

31

32

35

36

38

39

# INTRODUCTION

Après Dakar en 2015 et Ouagadougou en 2018, la 3<sup>ème</sup> édition du Sommet AfricTivistes, initialement prévue à Nairobi, a finalement posé ses valises à Abidjan les 11 et 12 novembre 2021.

Cette édition a eu pour thème "Promouvoir le développement et la bonne gouvernance démocratique de l'internet en Afrique". La présence de plusieurs délégations africaines et européennes a fait de ce Sommet une réussite.

L'objectif de ces journées de réflexion était de créer un cadre d'échanges, d'interactions et de collaborations pour la promotion du développement d'internet en Afrique.

Ces journées de réflexions ont regroupé plus de 120 participants, représentant 22 pays.

Le présent rapport s'articule autour des points suivants :

- (I) INTERVENANTS
- (II) DÉROULEMENT DES PANELS ET ATELIERS
- (III) LA DÉCLARATION D'ABIDJAN
- (IV) RECOMMANDATIONS

---

## INTERVENANTS

Le sommet a enregistré la présence et la participation actives de plusieurs personnalités dont :

**Cheikh FALL,**  
Président des AfricTivistes.

**Stéphane KONAN,**  
Expert Cybersécurité et consultant (Côte d'Ivoire).

**Luther YAMEOGO**  
Chargé principal du plaidoyer, Division société civile et engagement communautaire, Représentant du président de la Banque Africaine de Développement.

**Marthe COULIBALY**  
Coalition Ivoirienne des Défenseurs des Droits Humains.

**Japheth J. OMOJUWA,**  
Auteur et acteur du changement (Nigeria).

**Nadège Traoré GOUE,**  
Cheffe du Service Gouvernance Internet, Ministère de l'Economie Numérique, (MENUTI) Côte d'Ivoire.

**Mme Uyoyo EDOSIO,**  
Spécialiste principal des TIC et de l'innovation à la Banque Africaine de Développement (BAD).

**Mme Mireille Houndji BOTE,**  
Cheffe de service à l'Autorité de Régulation des Télécommunications de Côte d'Ivoire.

**Mme Gertrude Kone DOUYERE,**  
Directrice Exécutive de l'Union Nationale des Entreprises de Télécommunications (UNITEL) Côte d'Ivoire.

**Cyriaque PARÉ,**  
Journaliste et Fondateur de Burkina24.

**Elisée BOLOUGBEU**

Le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI).

**Nnena NWAKANMA**

Internet Society, World Web Foundation (Nigeria-Côte d'Ivoire).

**Jean St. Clair MAKALAKA**

Consultant.

**Samir ABDELKRIM**

Entrepreneur, Auteur "The Start Up Lions", Fondateur de Start-up BRICS, Tech Reporter in Africa for Le Point.

**Maurice THANTAN**

Journaliste-blogueur.

**Giedrius SAKALAIUSKAS,**

Directeur du Centre de résilience de Res Publica.

**Tanya KOZYREVA,**

Journaliste d'investigation, BuzzFeed.

**Fatou JAGNE,**

Article19, juriste et ancien Directeur de Article19 Afrique de l'Ouest.

**Rahamata DIAOURE,**

Journaliste, Journal du Mali.

**Papa Ismaila DIENG**

Blogueur/journaliste (Sénégal).

**Mohamed DIABY,**

Spécialiste en Stratégie & Innovation.

**Carlos BAJO,**

Journaliste/blogueur (Espagne)

**Sophie MALIBEAUX,**

Journaliste RFI (France)

**Garnett ACHIENG,**

Activiste Policy (Uganda)

**Grace NGABELEO,**

Journaliste-blogueuse (Centrafrique)

**Cheik Oumar OUEDRAOGO,**

Expert Développement Numérique et Directeur Jokko Labs (Burkina Faso)

**Vladimir AMAN,**

Centre de veille et de réponse aux incidents de sécurité informatique (CI-CERT)

**Kennedy KACHWANYA,**

Président de BAKE (Kenya)

**Tarik Nesh NASH,**

OGP Coordonnateur régional principal pour l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient (Maroc).

**Lassina SERME,**

Président du Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire).

**Boniface MWANGI,**

Photojournaliste, Politicien et Activiste (Kenya).

**Rosebell KAGUMIRE,**

Journaliste-blogueur, Lauréate 2018 Prix Anna Gueye (Ouganda).

**Jean Jacques LUMUMBA,**

Banquier, Gestionnaire des Risques financiers, Économiste, Activiste Anti-Corruption (RD CONGO).

# DÉROULEMENT DES PANELS ET DES ATELIERS

## CÉRÉMONIE D'OUVERTURE





## Discours de Cheikh Fall, Président d'AfricTivistes, lors de la cérémonie d'ouverture

**Chers hôtes, vous, qui nous accueillez,  
Chers invités,  
Chers AfricTivistes,**

En Novembre 2015, nous nous sommes réunis à Dakar, dans la capitale sénégalaise, pour porter ensemble des idéaux de changement reposant sur des valeurs communes d'innovation, d'entraide, de partage, de soutien mutuel et de don de soi. Nous venions de commencer et il fallait trouver des réponses à la restriction de l'espace civique ainsi que les menaces qui pèsent sur les activistes pro-démocratie.

En Juin 2018, nous nous sommes réunis à Ouagadougou dans la capitale Burkinabé, pays du très inspirant Thomas Sankara. Ce fut une occasion pour nous de tendre la main aux autorités politiques. Nous avons eu l'honneur de recevoir le Président du Faso, Monsieur Roch Marc

Christian Kaboré à qui nous avons fait passer un message à l'encontre de ses homologues africains afin qu'ils cessent de considérer les activistes pro-démocratie comme des opposants politiques. Durant ce deuxième Sommet de Ouaga2008, nous avons pris l'engagement d'être de nouvelles forces de contribution.

Aujourd'hui, nous portons plusieurs projets numériques dont le Local Open GovLab. Pendant que nous lançons ce troisième Sommet, 7 membres de l'organisation aux compétences diverses sont actuellement déployés dans 7 collectivités locales de la sous-région pour mettre en œuvre notre parcours assisté à la Gouvernance Locale Ouverte.

Ils ont laissé derrière eux famille et travail pour se consacrer pendant 6 mois au service d'une commune. Ils vont assister les maires, former les équipes municipales, déployer des solutions numériques de gouvernance locale et redynamiser les cadres de concertation citoyenne. ■■■



■■■ C'est cela le sens de notre engagement car j'ai la conviction que si de jeunes africains grandissent dans un environnement de gouvernance locale ouverte, à leur maturité citoyenne, ils auront une relation différente avec l'administration publique et avec la démocratie. Le projet Local Open GovLab (LOG) associe à la fois, une réponse à une demande locale, administrative et une politique d'aide à l'insertion professionnelle par le biais du numérique.

Je voudrais ici rendre un vibrant hommage et remercier ces Volontaires AfricTivistes pour ce don de leur temps, de leur savoir, de leur énergie et pour tous les sacrifices qu'ils acceptent de supporter afin de servir leur continent.

### **Chers invités, Chers AfricTivistes,**

Je ne pourrais m'adresser à vous ce matin sans une pensée pieuse à toutes ces vies emportées par la Covid-19. Si 2020 nous renseigne sur l'incapacité du monde à faire face à une pandémie virale, chez AfricTivistes, elle nous aura enseigné sur l'incertitude des agendas programmatiques. Rien de tout ce qui a été planifié n'a été exécuté dans les conditions prévues, y compris ce Sommet qui devait se tenir à Nairobi.

Devenue une véritable force de proposition, AfricTivistes a su développer une bonne partie de ses projets grâce au digital comme outil et champ d'action. Surtout que le numérique a été pendant tout ce temps la solution idoine pour bon nombre d'organisations, en tant qu'outil de gouvernance et de gestion.

Sans internet, le monde ne se serait pas organisé pour apporter des réponses articulées et adaptées. Sans internet et les smartphones, l'Afrique aurait vécu 2020 d'une autre manière.

C'est par la mobilisation et le volontariat que des centaines de jeunes africains ont contribué à la riposte contre la crise sanitaire. Cette vague déferlante d'initiatives sociales et de projets citoyens portés par de jeunes en réponse à la pandémie est une preuve que le numérique et

internet ont servi de catalyseur pour porter le continent.

Ce continent que nous aimons et chérissons tant. Nous l'avons hérité de nos parents et grands-parents mais nous l'avons aussi emprunté à nos fils et petits-fils. Nous avons cette responsabilité de l'entretenir et de le rendre meilleur en le léguant à nos petits-enfants.

Notre cher continent a traversé beaucoup d'étapes et il en a raté plusieurs. C'est pourquoi, il est temps qu'on tire sur la sonnette d'alarme pour que cette nouvelle opportunité qu'est la révolution numérique ne nous passe pas sous les yeux.

Ce continent a raté plusieurs fois la chance de bâtir une véritable unité africaine. Il a connu des leaders forts et à la vision fédératrice mais notre difficulté a toujours résidé dans notre capacité à s'entendre sur l'essentiel. Nos pays ont accédé à l'indépendance dans la dispersion et cela a réduit à néant les projets d'une unité.

Il est clair qu'aujourd'hui, la plus grande faiblesse de l'Afrique réside dans sa désunité et dans notre incapacité à aborder ensemble les enjeux de l'heure et à proposer des solutions efficaces, adaptées en préservant les intérêts du continent.

Nous avons hérité d'un continent riche mais FAIBLE sur le plan politique. Faible sur le plan de la vision économique, désuni sur le plan des idéaux et dispersé dans nos ambitions.

Nos maux d'hier constituent nos fardeaux d'aujourd'hui. Nos tares d'hier nous font subir les 3 précédentes révolutions industrielles qui ont façonné le monde. Nous avons regardé les autres faire et nous dépendons de leur technologie. Aujourd'hui, nous risquons de subir cette révolution numérique si nous commettons les mêmes erreurs.

Plus de 130 ans après le partage systématique de l'Afrique par les puissances coloniales, le continent affiche une toute nouvelle carte aux couleurs des supers puissances du numérique.



Nous dépendons de dons de matériels informatiques pour nos administrations. Nous subissons l'alimentation en haut-débit de nos villes. Nous courons toujours derrière la connexion en fibre optique. Nous attendons la fourniture effective en réseau 3, 4 ou 5G.

Nous confions la construction et l'équipement de nos data-center aux puissances étrangères. Notre continent est en train d'être partagé à nouveau sous nos yeux et regards impuissants. Nous sommes en train de créer une nouvelle dépendance.

Que propose l'Afrique sur la table des discussions sur la gouvernance d'internet ? Que proposent nos autorités politiques comme réponse dans un monde où les principaux enjeux tournent autour de l'économie numérique, autour des droits et législations du cyberspace où de la démocratie participative. Notre capacité collective à prendre à bras le corps les challenges du numérique est faible et souffre d'une volonté commune.

Dans une telle configuration, le continent perdrait toute son indépendance et sa souveraineté numérique et se ferait recolonisé dans un futur proche. D'où la nécessité d'un réaménagement du territoire numérique africain s'appuyant sur des ressources, sur des infrastructures et sur des usages locaux.

Le développement d'Internet a eu lieu grâce à des principes de générosité, de partage, de don de soi, de bénévolat et une culture d'amour de l'autre et de son développement. Sans générosité, nous resterons que de simples consommateurs et jamais des forces de propositions sur la scène internationale.

Nous ne devons plus être simples spectateurs et éternels consommateurs. Nous devons peser de tout notre poids sur ce rendez-vous du numérique et cela nous ne le ferons pas seuls en tant qu'acteurs de la société civile.

Cela relève d'une démocratie participative, d'une démarche inclusive. Cela demande bien sûr de la col-

laboration mais surtout une co-construction entre les autorités publiques, les autorités de régulation, le secteur privé et la société civile.

Qui est celui qui portera les combats pour tous ces défis ? Aucun de nos pays ne pourra les affronter seul. Encore une fois, nous avons rendez-vous avec l'histoire. Nous devons choisir d'affronter cette transformation numérique ou de la subir.

Je vous invite chers participants, chers AfricTivistes, à nous unir davantage pour qu'ensemble nous puissions à travers la Déclaration d'Abidjan, faire de fortes propositions et inciter nos Etats à prendre garde aux risques liés à la perte de la souveraineté numérique ainsi qu'aux cyber-menaces qui pourraient nous guetter.

C'est aussi une occasion pour nous AfricTivistes d'aider à orienter les politiques publiques sur des règles d'éthique et d'accompagnement structurel de cette transformation digitale.

Je ne pourrais terminer sans vous renouveler à mon nom et au nom du comité d'organisation, mes sincères remerciements d'avoir accepté de prendre part à ce troisième Sommet.

Akwaba et très bonne session. ■



## Discours de Luther Yaméogo, Banque Africaine de Développement

*A la suite de Monsieur FALL, c'est Monsieur Stéphane Konan, Expert en cyber sécurité, qui a abordé la question de la souveraineté numérique en donnant l'exemple de la Corée. Il a souligné également qu'un individu connecté peut poser un acte qui a un impact global. En ce sens qu'aujourd'hui, la plupart des délits dans le numérique sont instantanés et transnationaux. Alors, la capacité d'un État à agir dans l'espace numérique est un enjeu de taille pour lequel chaque pays devra se réinventer si ce n'est pas encore fait.*

La cérémonie d'ouverture s'est achevée par le discours de Monsieur Luther Yaméogo, Chargé principal du Plaidoyer, DIVISION SOCIÉTÉ CIVILE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA Banque Africaine de Développement. En voici le contenu :

**Honorables Invités en vos grades, qualités et rangs respectifs,**

Mesdames, Messieurs,  
Distingués (e)s Participantes et Participants au 3<sup>e</sup> Sommet AfricTivistes,

C'est avec une allégresse non dissimulée que je prends la parole à cette plate-forme de dialogue générée par la Ligue des blogueurs et cyber activistes africains pour la démocratie, communément appelée AFRICTIVISTES.

Je suis également animé d'une alacrité particulière à l'occasion de ces retrouvailles avec des Leaders et Égéries de la 4<sup>ème</sup> révolution industrielle en cours ici présents, des sommités dans leurs domaines de compétences et des références pour la jeunesse africaine.

Oui, vous pouvez vous enorgueillir d'être présents à ce rendez-vous de la citoyenneté augmentée ! Oui, vous pouvez regarder votre Voisin ou votre Voisine, à défaut de poignée de main ou d'accolades, et marquer un hochement de tête de satisfaction !

Bravo AFRICTIVISTES ! Le téléchargement de ce RDV vers Abidjan n'était pas donné, mais vous avez tenu ce pari ! Président Cheikh Fall que j'appelle affectueusement le PAPE du numérique, kudos à Toi, à la PCO Aisha, à notre chef de village Cyriac et à toute l'équipe !!!

Vous me permettrez d'étendre ce satisfecit au pays hôte, la Côte d'Ivoire qui a accepté de vous accueillir et de vous porter toute l'attention infrastructurelle nécessaire. Le pari de l'éléphant, guidant une Afrique ancrée dans ses racines, mais résolument tournée vers l'avenir était une gageure que vous êtes en passe de tenir avec brio !

Merci aux Autorités Ivoiriennes dont la présence à cette cérémonie est un signe éloquent d'hospitalité, une caution morale et un engagement résolu à naviguer avec vous pour la maturation des écosystèmes africains, la mise sur agenda des futurs possibles et la catalyse de nouvelles perspectives africaines du cyberspace.

Avant d'aller plus loin dans mon propos, vous me permettrez au nom de la Division Société Civile et Engagement Communautaire de la Banque africaine de développement, sous le leadership de Mme Zéneb TOURE, en mission, de partager avec vous quelques tendances lourdes de l'engagement de la Banque avec AfricTivistes.

Honorables Invités,

Mesdames, Messieurs,

La Banque africaine de développement, première institution multilatérale de financement du développement en Afrique, a la ferme conviction que la capacitation de la société civile est fondamentale pour réaliser ses priorités pour la transformation structurelle du continent de manière inclusive et durable. Le Président Akinwumi Adesina a souligné, depuis le début de son mandat, l'importance de ce partenariat, avec notre division comme point d'ancrage et de coordination de ce dialogue.

Le réseau AfricTivistes, par l'entremise notamment de plusieurs d'entre vous, a ainsi été présent à Lusaka en 2016 pour accompagner le lancement des Top Priorités de la BAD, connus sous l'appellation HIGH5s.

La participation de webactivistes, de journalistes, de blogueurs...a toujours été effective à nos rencontres, dont le Forum annuel Banque Société Civile.

Mais force est de reconnaître que le gap d'informations entre les citoyens, les communautés et les populations au bas de la pyramide reste entier sur les missions et les résultats de la BAD.

C'est pourquoi, nous saisissons l'opportunité de ce sommet pour confirmer que la Division Société Civile et Engagement Communautaire va renforcer son partenariat avec AfricTivistes et l'institutionnaliser. Il s'agira de s'appuyer sur votre valeur ajoutée préférentielle et référentielle, vos talents et votre dextérité communicationnelle pour accompagner la cadence du développement du continent. Il s'agira pour ce faire, d'accompagner des projets mûris par vous et portés par vous-mêmes. Nous saisissons l'opportunité du processus d'élaboration de la toute première stratégie d'engagement de la Banque avec la Société civile 2022-2027 pour féconder et systématiser notre collaboration.

Ce cadre stratégique à venir nous permettra également d'intégrer les membres de votre réseau dans les opérations et projets mis en œuvre dans les pays membres de la Banque. La BAD contribue au développement du continent et veut mieux impliquer les citoyens, et le faire savoir par votre savoir-faire. Ne dit-on pas qu'on n'est pas un génie si on est seul à le savoir !

Nous allons également renforcer le plaidoyer pour vous inclure dans la stratégie dénommée Technologie de l'Information et de la Communication de la BAD et ses déclinaisons en politiques publiques Énergie, Agriculture, Intégration régionale, Industrialisation, Santé, Éducation, Résilience... ■■■



■■■ Je m'en voudrais de prêcher à des participants déjà convertis et praticiens de la société civile sur cette relation gagnant-gagnant, en tant que gisement de co-construction ! Notre participation à vos panels et travaux permettra toutefois de galvaniser notre élan commun et de nous exhorter à garder le cap pour faire de notre partenariat, un instrument privilégié d'amélioration des conditions de vie des populations africaines.

Ce partenariat sera donc concret et nous aurons le soin d'en déterminer les contours dans le cadre d'une mission que nous effectuerons à Dakar mi-décembre avec le Bureau-Pays, et donc une visite à AfricTivistes.

Honorables Invités,

Je voudrais pour terminer, féliciter une fois de plus toutes les parties prenantes à cette rencontre, et sans chauvinisme, saluer la présence ici de mes collaboratrices, Uyoyo EDOSIO, spécialiste TIC et Andrée Doris Désirée ABEL ONDO LEPENDA, AHGC2.

Au regard de la forte concentration d'expertise et d'expérience au mètre carré et du haut-débit ambiant, je me réjouis déjà de la phosphorescence des idées et de la fertilité de nos conclusions.

L'Afrique que nous voulons, pour nous et pour les générations à venir mérite l'engagement renouvelé de tous les acteurs et plus que de raison, des citoyennes et Citoyens que vous êtes. La BAD jouera sa partition et vous accompagnera dans la course, sans prétention aucune de courir à votre place. Comme vous le dites, Chers AfricTivistes, l'Afrique de demain par nous et pour nous.

C'est maintenant ! ■

**Luther YAMEOGO**

Chargé principal du plaidoyer, Division société civile et engagement communautaire, Représentant du président de la Banque Africaine de Développement

**CIVIC TECH AFRICAINES À L'ASSAUT DU MONDE :**  
**COMMENT L'INNOVATION DIGITALE AFRICAINE A SAUVÉ DES**  
**VIES EN EUROPE ET DANS LE MONDE FACE À LA COVID 19,**  
**GRÂCE À LA CARTOGRAPHIE SOCIALE.**

**#Abidjan2021**

**L'Eléphant guidant une**  
**Afrique ancrée dans ses**  
**racines mais résolument**  
**turnée vers l'avenir**



Pendant que la Covid-19 faisait ravage en Espagne, le logiciel de crowdsourcing pour la cartographie sociale, USHAHIDI, venu du Kenya a aidé à sauver des populations. Cela s'est fait grâce à des activistes espagnols qui ont utilisé cette innovation africaine pour freiner l'avancée de la pandémie dans leur zone.

Dans le mois de Mars 2020, des activistes se réunissent, et se disent qu'il faut aider l'État Espagnol en détresse. Ils font donc une cartographie des personnes ayant besoin d'aide d'un côté et de celles qui peuvent aider d'un autre. Mais n'ayant pas la technologie pour le faire, ils vont contacter les concepteurs du logiciel libre Ushahidi. Alors une alliance Européenne et Africaine prend forme avec Pablo Ruiz-Muzquiz et Angela Odver. En quelques

jours, "Frena la Curva" est devenue virale. Cette technique a sauvé l'Espagne d'une catastrophe sanitaire. Cette innovation africaine, codée à Nairobi, a été appropriée par des activistes espagnols.

Ce parcours incroyable montre que lorsqu'on parle de la croissance des start-ups, l'engagement de la communauté est le premier moteur. Et dans ce cas de figure, c'est l'Afrique qui a aidé l'Europe. Cette donnée doit être mise en avant et sue de tous. Cela pour dire que l'Europe et l'Afrique doivent innover ensemble et non de manière séparée. La force des activistes africains, réside dans la maîtrise du terrain. Alors, ils doivent être fiers d'eux et demeurer engagés à résoudre les problèmes du continent africain. ■

## L'INTÉGRATION EFFECTIVE DES TIC DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE



Lors de ces échanges, il a été démontré que l'Afrique a fait de grands progrès dans les TICs. Ainsi, nous pouvons dire que le continent est en bonne voie pour se développer. Plus de 3 milliards ont été investis dans le secteur des TICs en Afrique. Cependant des défis demeurent, ils sont d'ordre économique. Cela se traduit par un refus d'octroyer des prêts aux acteurs de ce secteur.

Des pays comme la Côte d'Ivoire ont fait des bonds en avant. On peut noter comme avancées, la mise en place d'infrastructures, le développement des services numériques qui ont encouragé les innovations de la population. A côté de cela il faut noter l'inclusion financière, les réformes au plan institutionnel et juridique qui ont permis un meilleur encadrement des TICs. Toutefois le défi

du changement des mentalités doit être relevé, à travers la combinaison du développement avec le numérique.

L'instauration du projet E-Gouv, avec lequel, tous les sites internet sont interconnectés avec le gouvernement pour briser les barrières entre le gouvernement et les citoyens fait partie des innovations ayant vu le jour en Côte d'Ivoire. La Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle a été mise en place avec pour mission de lutter contre la cybercriminalité, gérer les transactions électroniques, etc. L'Etat s'est intéressé à la sécurité numérique en Côte d'Ivoire.

Des défis demeurent malgré les avancées mais peuvent être relevés. Il a donc été proposé que soient mis en place des mécanismes permettant de mesurer la maturité numérique en Côte d'Ivoire. ■■■

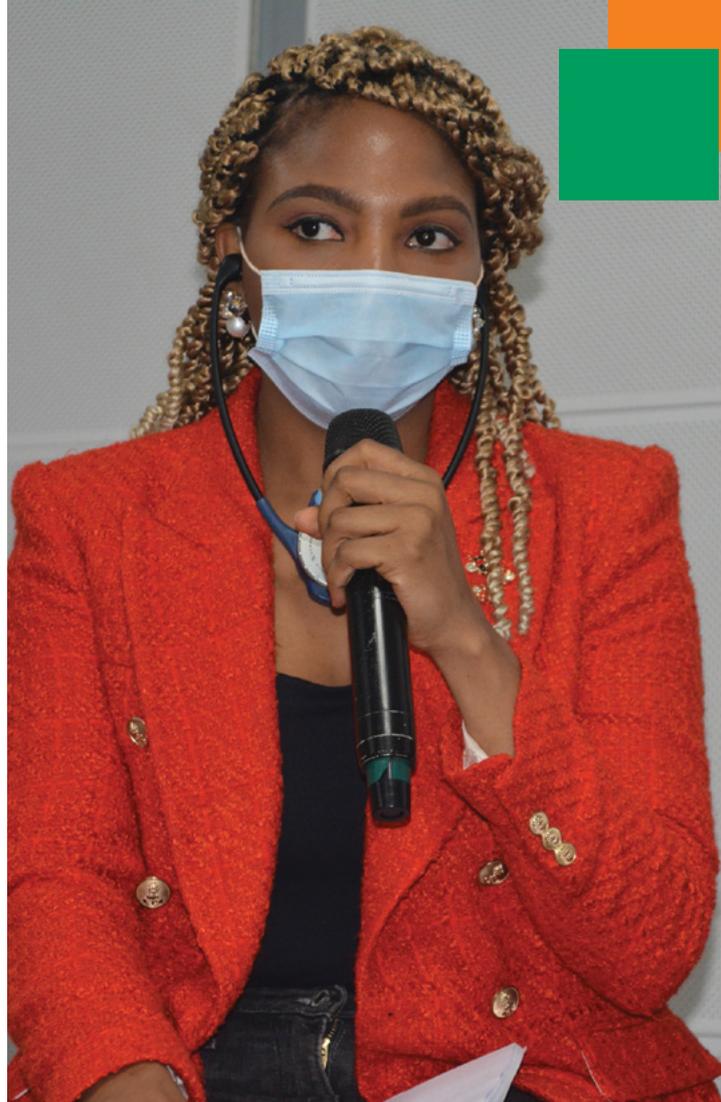
■■■ Pour se faire, il a été soumis la mise en place de métriques des infrastructures de TIC utilisées par tous (gouvernement et populations).

La construction de capacités a aussi été citée comme solution. La Côte d'Ivoire est avancée dans le développement de plusieurs compétences mais pas dans les TICs. Elle doit construire les infrastructures numériques en fonction des besoins.

En outre, le consommateur doit connaître ses droits. Des campagnes de sensibilisation sont organisées à ce sujet. Une application est en cours de développement pour être au contact des consommateurs.

Les discussions ont été abordées à l'échelle africaine. Trois (3) facteurs ont été évoqués comme nécessaires pour le développement du numérique en Afrique : La capacité, l'opportunité et la motivation.

La capacité au niveau des gouvernants et des populations. En effet, chaque individu a droit à l'opportunité de changer les choses, car sans opportunités aucun progrès n'est possible. Au niveau de la motivation, l'accent a été mis sur l'inclusion financière.



Il y a beaucoup de progrès sur le continent en ce qui concerne le numérique. Il est donc inadmissible de voir certains pays arrêter leurs citoyens dans leur processus de création de richesse en bloquant par exemple la crypto-monnaie sous prétexte que cette monnaie soit utilisée par les terroristes. L'inclusion est un puissant moyen de lutte contre le terrorisme. Il faut donc inclure les femmes dans le processus de la bonne gouvernance d'internet. L'inclusion ne doit pas être juste une question de représentation mais une question stratégique. Nous ne pouvons plus chercher des solutions pour les problèmes africains en dehors du numérique. Il y a, à ce propos, une certaine dynamique dans le secteur privé et le secteur public.

Des actions sont menées pour permettre que la connectivité arrive dans les villages. Les populations adoptent les solutions innovantes avant que le gouvernement ne réagisse. Ces initiatives des populations devraient être soutenues par Les Etats en devenant les premiers consommateurs de ces innovations. Assurer la cybersécurité et la confiance numérique apparaît aussi comme une condition sine qua non. ■

## RÔLE ET PROTECTION DES BLOGUEURS ET JOURNALISTES DANS L'ÉCOSYSTÈME DE L'INFORMATION EN LIGNE

Les journalistes activistes ont besoin de protection en raison des éléments qu'ils osent présenter et aussi parce qu'ils sont souvent des cibles de personnalités très importantes. Le public quant à lui doit pouvoir croire en ces journalistes. Ils doivent s'atteler à être de plus en plus crédibles dans ce qu'ils font pour gagner la confiance de l'opinion publique. Il est nécessaire que les institutions des Droits de l'Homme prennent leurs responsabilités dans la protection des cyber activistes et blogueurs.

La plupart du temps, ce sont des personnalités politiques qui utilisent les blogueurs pour répandre de fausses informations. Pour être protégé en permanence, il faut que chaque journaliste et blogueur prenne ses propres responsabilités. La question de la santé men-

tales est aussi importante en plus de la santé physique. Beaucoup de choses négatives se passent en ligne parce que la plupart des gouvernants veulent toujours tout contrôler. Parmi ceux qui mettent la pression, il n'y a pas que les hommes politiques, il y a aussi les religieux. Il est donc impératif de parvenir à mettre en place un contrat social avec le public pour qu'il soutienne les problèmes que soulèvent les médias. A travers les marches, les manifestations pour appuyer ce que font les médias. Les blogueurs quant à eux, ont besoin de formation pour éviter de tomber sous le coup de la loi. Pour ne pas prêter le flanc aux lois malsaines. En effet, l'ignorance est une menace pour les blogueurs et journalistes. ■■■





■ ■ ■ Les journalistes et les blogueurs doivent être capables de réunir toutes les conditions pour rester en vie, à savoir le réseautage et la formation juridique. Ils doivent avoir une conscience aiguë des dangers qui sont autour d'eux. Les blogueurs et les journalistes ont besoin du soutien de l'opinion publique car c'est pour elle qu'ils se battent. Le meilleur journaliste est celui qui reste en vie pour diffuser l'information.

Un besoin de soutien institutionnel a été évoqué. En effet, il y a un déficit d'avocats pour la défense des journalistes et blogueurs. C'est le cas dans certaines régions comme le Sénégal qui n'a que 700 avocats pour tout le pays. Les patrons des journalistes ne doivent pas les laisser tomber dans les situations difficiles. Néanmoins, les journalistes et blogueurs ont la responsabilité de prendre soin d'eux-mêmes, de leur intégrité physique, leur santé mentale, et surtout leur santé financière qui demeure très importante dans tout ce qui est fait. La censure sociale est un problème qu'on ne peut mesurer mais qui existe. Il y a à côté de cela le facteur psychologique. La pression monte tous les jours et tout cela doit être maîtrisé. Le volet juridique n'est pas à occulter. L'incapacité à se défendre eux-mêmes et en réseau fragilise les journalistes et

blogueurs. Au-delà de la nécessité de trouver les moyens de se défendre, les journalistes et blogueurs doivent se former. En tant que citoyens, ils sont redevables et responsables de ce qu'ils écrivent. ■





## LA GOUVERNANCE D'INTERNET ET LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DES ÉTATS AFRICAINS

Pour certains intervenants dans ce cadre d'échange, il est utopique de parler de liberté numérique pour les États africains, car ces mêmes États bien que disposant de ressources humaines qualifiées, n'arrivent pas à enclencher l'élan.

Pour d'autres, la plus grande difficulté réside dans le capital humain. 20 ans en arrière, l'Afrique avait très peu de ressources dans les métiers du numérique. Depuis quelques années, il y a de plus en plus de ressources mais, elle n'a pas encore atteint la masse critique qui pourrait permettre d'assurer la bonne marche des choses. Une bonne partie des décideurs sont des personnes qui ont le numérique sous les yeux. Cependant, ces personnes n'ont toujours pas les réflexes qui permettent de prendre de bonnes décisions. Le continent a énormément de personnes for-

mées dans le domaine du numérique aujourd'hui, mais cela reste encore insuffisant. Il y a de nouveaux métiers qui arrivent, il y a des métiers qui vont disparaître mais l'élément important est surtout au niveau des décideurs. C'est eux qui devraient impulser les éléments qui vont conduire à la souveraineté numérique. On observe de plus en plus, dans la plupart des pays africains, la naissance du Ministère de l'Economie Numérique, mais ce sont toujours des termes pour enfants. Nous sommes énormément des consommateurs, mais il faut garder en tête qu'aujourd'hui nous sommes à une époque où les mêmes outils qui nous permettent d'être les consommateurs, sont des outils qui pour la plupart peuvent nous permettre d'être des producteurs. Et c'est un point sur lequel l'Afrique n'a pas suffisamment capitalisé. ■■■

■■■ La souveraineté numérique peut paraître utopique mais, le capital humain n'est pas vraiment une utopie. Avec elle, on aura la possibilité de faire changer les choses. On l'a déjà, mais cette masse critique, il faut que nous l'atteignons très rapidement. Il faut que nos décideurs deviennent de plus en plus des personnes qui comprennent les enjeux du numérique, les enjeux de la souveraineté. De nombreux pays dans la sous-région ouest africaine ont de nombreuses et disparates structures liées à la souveraineté. Mais les personnes au sein de ces organismes sont pour la plupart des fonctionnaires retraités, en fin de service qu'il faut récompenser politiquement. Il est vrai que nous voulons des administrateurs mais nous voulons des personnes qui comprennent et concourent à la question du capital humain qui reste la base pour pouvoir asseoir une souveraineté.

Pour ce qui est de la culture numérique, il y a plusieurs moyens de l'implémenter. Nous ne sommes pas obligés d'aller sur les éléments classiques qu'on apprend à l'école.

Il apparaît judicieux d'asseoir la souveraineté numérique sur des questions liées à la fiscalité. Mais tout cela ramène à l'élément premier qui est le capital humain. Il nous faut des ressources et aux endroits qu'il faut. Il faut réduire les vulnérabilités du continent au maximum pour asseoir cette souveraineté numérique recherchée. Elle ne

se fera pas du jour au lendemain. La souveraineté numérique devrait être définie comme le fait de ne pas dépendre totalement des autres.

Former à l'alphabétisation numérique c'est trouver de nouveaux débouchés et ne pas rester dans cette posture attentiste où l'on attend de l'aide pour avancer. C'est en cela que réside l'économie numérique.

Il est aussi impératif de traiter la question des difficultés à avoir une connexion de qualité avant même d'aborder le débat d'alphabétisation et d'inclusion.

Les domaines prioritaires sur lesquels il faut tabler sont aussi liés au stockage qui est le plus important, ont fait remarquer certains intervenants. Nous n'avons pas les moyens de généraliser nos stockages sur toutes les données. Il faudra au bout d'un moment faire une analyse du cycle globale en définissant quels sont les types de données pour lesquelles nous voulons garder de manière exclusive la main. Cela passe par exemple par tout ce qui est communication publique, dont toutes les données à caractère personnel. Beaucoup de pays ont montré avoir tout digitalisé en faisant du télétravail, y compris dans la plupart de leurs organisations : ministères, conseils des ministres, Assemblées Nationales. Cependant ces organisations utilisaient soit zoom ou Microsoft team. Cela revient à dire qu'on a encore du chemin à faire. Car nous avons confié toutes nos décisions à des personnes qui n'ont pas le droit d'accéder à ces informations, en ne comptant que sur leur bonne foi.

L'aspect financier apparaît important, car il permet de créer un changement considérable. Nous pouvons tout changer du jour au lendemain si nous en avons les moyens. À défaut, il nous faut regarder comment éduquer, alerter, sensibiliser. Comment surtout dans notre position d'AfricTivistes nous pouvons empêcher certaines actions de se faire. Parce que nous sommes comptables de certains choix pour au minimum 10 à 30 ans. Si nous investissons dans un data center et que c'est un mauvais choix, nous ne pouvons pas faire machine arrière pendant 10 ans. Cela pourrait accentuer le retard. Soit, nous pilotons les investissements avec le secteur privé, soit on





empêche certains investissements de se faire. Les AfricTivistes à eux seuls ne peuvent pas faire changer les choses, il faut des choix courageux sur toute la chaîne de valeur. Car chaque fois que nous prendrons une mauvaise décision, c'est 10 années de retard que nous greffons à nos 20 ans de retard.

Nous avons créé exactement le même schéma de colonisation dans le numérique. C'est-à-dire que nous avons accepté les contraintes, d'être en bas de la chaîne et d'assumer les erreurs. Le débat qu'on a dans la vraie vie est que l'Afrique est devenue la poubelle de l'électronique. Les vieilles voitures, les vieux ordinateurs lui sont refilés. C'est exactement le même schéma qu'on a ramené dans le domaine du numérique.

Il est temps de prendre des décisions mais cela ramène à la question d'investissement. Au-delà de la vision et au-delà de la volonté. Un câble optique comme celui de OS2 qui représente un grand espoir d'une meilleure connectivité pour l'Afrique coûte 1 milliard d'euros d'investissements. Mais nous ne sommes pas capables d'en faire un projet pour nos administrations.

Pour faire changer les choses, il faudrait aussi susciter le débat et la confrontation d'idées, c'est-à-dire faire prendre conscience des enjeux prioritaires.

Plusieurs restent cependant entièrement optimistes. L'utopie perçue n'est pas une utopie absolue. Nous ne sommes pas en mesure de parler de souveraineté mais

naturellement il y a des indicateurs qui donnent des signaux faibles qui montrent que naturellement nous sommes encore dans la dynamique de prendre le virage numérique. On a raté beaucoup de révolutions, celles industrielles ainsi que d'autres. Mais sur la révolution numérique, nous avons de la volonté c'est déjà un grand pas. La souveraineté numérique devrait être considérée comme la base de tout. Il faudrait que les jeunes qui travaillent pour l'État et ceux qui sont dans le secteur privé puissent fédérer leurs efforts. Il faut trouver le juste équilibre entre ceux qui ont une vision nouvelle et ceux qui sont aux affaires pour ne pas donner l'impression que le numérique vient changer les habitudes culturelles. Il y a une dynamique culturelle qu'il faut prendre en compte, c'est à nous de prendre de bonnes décisions pour trouver un dialogue constructif dans cette vision plus moderne, il faut garder notre identité culturelle et de l'autre côté une réflexion importante la souveraineté numérique, elle pose la question de l'auto-détermination. La question à se poser est de savoir à qui profiterait l'autodétermination de nos États ?

Il nous faut maîtriser les infrastructures et les ressources critiques telles que les câbles sous-marins. Il faudrait qu'on puisse développer une identité africaine sur nos propres câbles. Nous devons investir dans l'innovation pour que les jeunes puissent créer du matériel. Nous avons la possibilité de nous mettre ensemble pour créer des moteurs de recherches qui seraient typiquement africains avec le contenu africain, en langue africaine.

Sur la question des data-center ce sont des questions qu'il faut regarder et parfois cibler des données sensibles, commencer par les stocker, comprendre qu'on a des capacités de garder les données les plus sensibles.

Il faut que les dirigeants africains aient le désir de faire du perfectionnisme éclairé. Favoriser l'émergence des acteurs africains dans le domaine du numérique apparaît une urgence.

Modifier en un petit peu le paradigme de formation qu'on ne forme pas et n'éduque pas au numérique en s'appuyant sur les outils développés par les autres. ■

## LA SOCIÉTÉ AFRICAINE : ACTEUR CLÉ DANS LA GOUVERNANCE D'INTERNET

La société civile a un rôle d'éducation et de mobilisation par rapport au plaidoyer. Les stratégies sont décidées en interne. Il faut un partenariat entre la société civile et les acteurs du numérique. Pour une meilleure gouvernance d'internet, il est nécessaire de créer une coordination gouvernement, lanceurs d'alerte et les organisations de la société civile.

D'un côté, vous avez les gouvernements qui essaient de tout diriger et de l'autre vous avez la société civile et les citoyens. Le principal problème dans la quête de la légitimité de la société civile, c'est l'argent. En effet, la société civile africaine est accusée d'être financée par l'extérieur, ce qui semble lui arracher le droit de parler des défis réels de l'Afrique.

Améliorer la gouvernance d'internet, nécessite de s'assurer que les voix usagers d'internet soient prises en compte. Les blogueurs en l'occurrence doivent se battre pour leurs droits.

La société civile doit être là pour les citoyens, si elle ne veut pas être accusée d'être vendue. Elle doit être réaliste et combattre avec stratégie si elle n'est pas à même de payer les factures.

Il est important de trouver un commun accord sur les mesures qui sont souvent prises parfois avec les mêmes acteurs, parce qu'il y a constamment des difficultés à s'entendre sur les mesures. Internet ne doit pas être pris comme un fourre tout, sinon nous en subissons tous les conséquences désastreuses. La société civile doit donc contribuer à faire la promotion des régulations liées au numérique. On ne doit pas tout attendre de l'État parce qu'il a mis ce qu'il estime être nécessaire en place et c'est à la société civile de vérifier et de

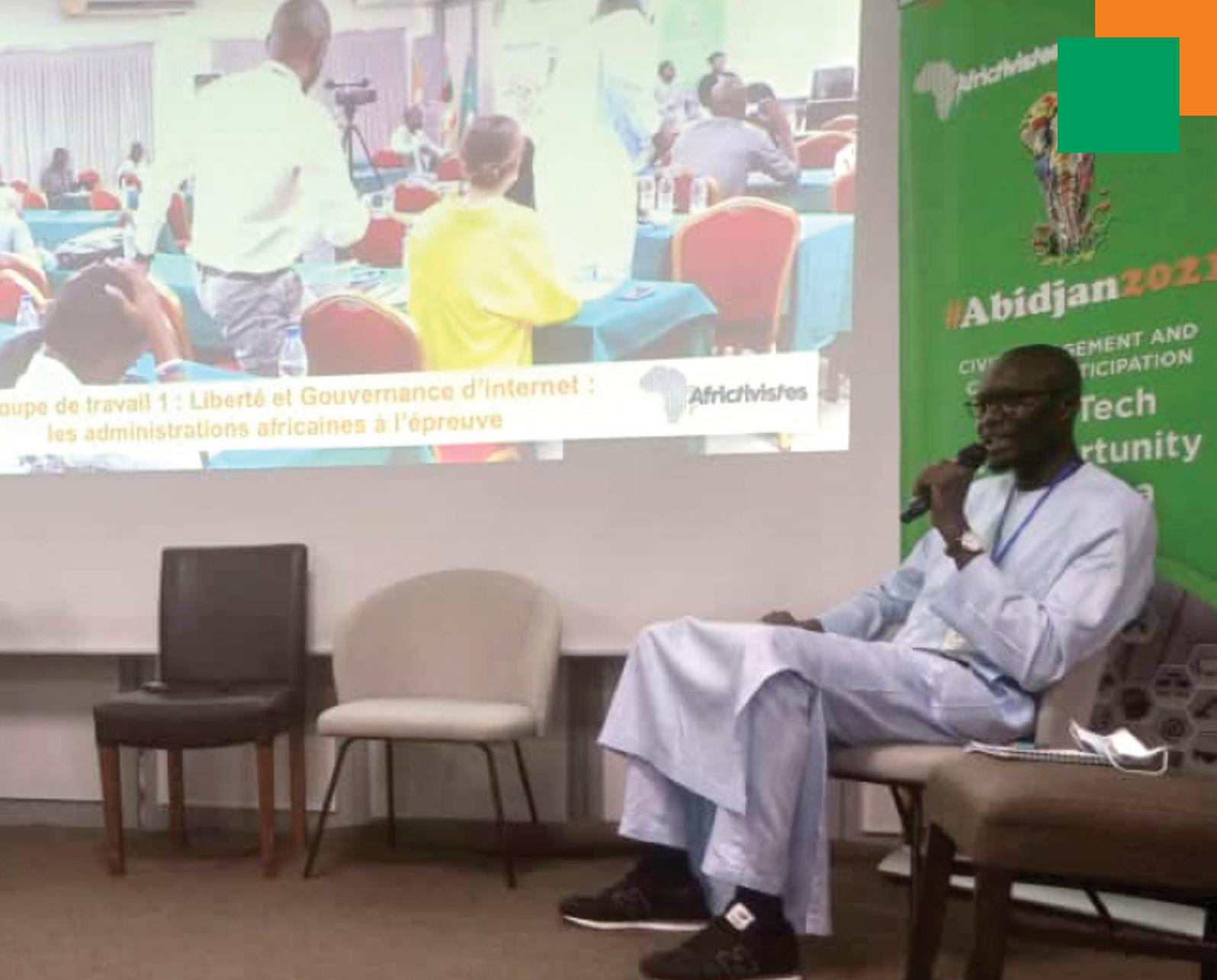


faire des propositions.

On aborde souvent le rôle du gouvernement, mais il ne faut surtout pas négliger le rôle de ceux qui agissent directement sur les réseaux sociaux. Plusieurs actions doivent être promues notamment l'inclusion digitale. Les statistiques montrent qu'il y a plus d'hommes que de femmes dans ce milieu. Un retard reste donc à rattraper.

L'autoritarisme digital en Afrique doit être endigué. A cet effet, plusieurs pays ont été dénoncés pour avoir utilisé des plateformes digitales pour contrôler leurs populations.

Il serait intéressant que la société civile demande aux gouvernants de jouer leur rôle, certes, mais il est important que chaque partie soit mise sur un pied d'égalité



face à sa responsabilité. La société civile doit jouer un rôle d'actrice principale dans la réglementation des réseaux sociaux pour ne pas en être victime.

La nécessité de formation demeure. La Banque Africaine de Développement est à féliciter à ce niveau car elle œuvre pour la capacitation des acteurs de la société civile.

Le maillon manquant dans le processus, ce sont les institutions internationales qui, au lieu de déverser des milliards sur nos gouvernants, devraient opter pour la formation des acteurs de la société civile.

Plusieurs États mènent des actions pour fragiliser la société civile qui, malheureusement, tombe dans le piège. On prend des lois aujourd'hui subtilement pour soi-disant lutter contre certaines pratiques mais en réalité

c'est juste pour freiner les actions de la société civile.

La légitimité doit être recherchée par la société civile dans les résultats du travail abattu sur le terrain. À côté de la légitimité, il faut de la qualité dans la société civile. Si des partis politiques sont financés sur fonds publics, il n'y a aucune raison qu'il n'en soit pas de même pour la société civile. Mais il est nécessaire que les organisations de la société civile puissent mieux s'organiser.

Que ce soit au niveau du gouvernement, du secteur privé ou de la société civile, aucun ne peut prétendre être arrivé à un niveau de perfection. La société civile devrait améliorer sa gouvernance, car elle fonctionne très souvent comme les partis politiques. Elle fait face à un problème d'hiérarchisation d'objectifs d'où la nécessité de parvenir à la professionnalisation de ses acteurs. ■

# LE RÔLE ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES BLOGUEURS ET JOURNALISTES DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

La population africaine a 5 ans d'expérience dans l'utilisation des médias sociaux ce qui la rend plus vulnérable. Alors, les usagers des médias sociaux ont besoin d'être formés à la lutte contre la désinformation. Les médias sociaux africains doivent travailler à être plus crédibles. Ce processus nécessite une collaboration franche entre les blogueurs et les journalistes en ligne. Les blogueurs ont beaucoup à apporter aux journalistes sur la question de crédibilité.

Le web ne produit pas la crise de la vérité. C'est juste que le web est dans la continuité de notre passé, celui du rapport entre l'autorité et la vérité.

L'autorité sous-entend l'obéissance sans coercition et sans persuasion. Celle-ci demande :

- Un haut niveau de confiance
- Très peu de rationalité
- Aucune coercition

L'impression d'être dans une crise de la vérité n'est pas réelle, nous sommes plutôt dans une crise d'autorité. Les types de désinformations n'ont pas créé les faux contenus mais ils ont plutôt contribué à changer les canaux des désinformations.

Le fait que tout le monde puisse diffuser de l'information aujourd'hui fait que les professionnels doivent montrer plus de professionnalisme pour faire la différence avec les amateurs. C'est sur les réseaux sociaux qu'il y a la primeur de l'information. C'est aux journalistes d'utiliser ce qu'il y a sur les réseaux sociaux comme collecte. Nous sommes dans une société de l'attention et si vous parvenez à capter le maximum d'attention les gens sont obligés de collaborer avec vous et même de vous donner le titre de journaliste sans que vous ayez fait la formation

de journalisme.

La digitalisation de l'information réduit aujourd'hui le taux d'insécurité pour ceux qui diffusent l'information dans les zones à risque. C'est intéressant de voir les blogueurs se mettre en réseau. Ceci contribue à facilement repérer ceux qui ont des ambitions malsaines derrière leurs écrans. Le Blogging permet d'échapper aux contraintes.

Il est important que les journalistes et les blogueurs s'unissent pour construire de la crédibilité. Les blogueurs sont plus suivis que les journalistes aujourd'hui. Quand on parle de confiance, le choix du professionnalisme est une garantie pour les blogueurs. Les blogueurs n'ont pas vraiment besoin d'aller à l'école comme les journalistes. L'union entre les journalistes et les blogueurs pourrait aider nos communautés à être beaucoup plus modérées.

L'exemple de la situation en République Centrafricaine peut servir. Il y a 14 groupes armés connus dans le pays. Et la désinformation est utilisée comme une arme stratégique. Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, les "atènès", sortes de désinformations, quittent le niveau communautaire pour se retrouver directement sur les réseaux sociaux qui les amplifient. Et ce ne sont pas seulement les blogueurs qui le font car les journalistes dits professionnels s'adonnent aussi à cette pratique malsaine. Pour y remédier l'initiative "stopatènè" a été mise en place pour produire de la documentation fiable. Dans ce cadre, des journalistes bénéficient d'une formation pour rédiger des articles de vérification. Il y a donc un cadre formel de collaboration entre les journalistes et les blogueurs. La question de la désinformation en Centrafrique concerne tout le monde et pourrait servir comme cas d'école.

Les formats carrés du journalisme ne permettent pas toujours d'explorer les pistes comme il le faut. Dans



plusieurs pays africains les médias sociaux font plus d'audience que des organes de presse bien structurés. Aujourd'hui, nous parlons des blogueurs mais il existe aussi les influenceurs web qui eux aussi diffusent l'information. Très souvent en Afrique, ceux qu'on appelle les journalistes professionnels ont un retard en ce qui concerne la diffusion de l'information contrairement

aux réseaux sociaux qui sont plus rapides. Ce qui fait que ces journalistes sont les premiers à diffuser les mauvaises informations que certains blogueurs diffusent sur les réseaux sociaux. Toutefois, notons que même les politiques ne se cachent plus pour dire qu'ils ont des cybers activistes qui les aident à faire de la désinformation. ■

## LA PROTECTION JURIDIQUE DES ACTEURS DE L'INFORMATION EN LIGNE



Plusieurs pays africains ont un déficit de cadre de protection des acteurs de l'information. C'est le cas de la Centrafrique où aucune loi ne garantit un cadre juridique aux acteurs de l'information. Les acteurs de l'information sont aussi confrontés à la guerre entre la Russie et la France qui se disputent le terrain. Notons en outre que le pays ne bénéficie toujours pas de la 4G.

L'État Ivoirien quant à lui a essayé de protéger les utilisateurs du numérique en sensibilisant sur l'emploi du numérique et en adoptant des lois permettant d'épingler les messages à caractère xénophobe, raciste, de menace

de mort, de mépris, ou encore de trouble à l'ordre public. Pour une meilleure structuration, l'espace numérique doit réunir trois parties :

- Le gouvernement
- Le secteur privé
- La société civile

Il faut à ce niveau insister sur la question de la structuration de la société civile. Le blogging n'est pas encore reconnu comme une profession dans plusieurs pays. La nécessité de s'unir et de mieux s'organiser est extrêmement importante afin de produire plus d'impact. ■

# DÉVELOPPEMENT D'INTERNET EN AFRIQUE : OSER LA TRANSFORMATION DIGITALE



La montée du mobile Banking est une solution pour l'économie en Afrique. En dépit de tous les défauts qu'on peut trouver à l'Afrique, l'économie numérique peut connaître un essor sur le continent. Les grandes compagnies comme Facebook, sont des entreprises qui utilisent de la main d'œuvre dans des pays comme le Maroc. Cela démontre que les africains ont de la matière au même titre que les jeunes occidentaux. Il faut juste que les gouvernants africains numérisent leurs stratégies pour se mettre à jour. Certains projets en République Démocratique du Congo peuvent servir d'exemple. Il existe une application dé-

veloppée dans les taxis qui permet d'être sûr de la qualité des conducteurs afin de réduire la criminalité dans les services de transport. Une autre permet de vérifier la performance du service public. Cela mérite d'être soutenu. L'Afrique a des idées qui peuvent être et doivent être encouragées.

Il y a lieu d'adopter des plans pour notre système d'économie numérique. Tout ne passera pas par la richesse de nos sols et sous-sols mais aussi par notre capacité à réfléchir à comment créer le développement propre à l'Afrique. Et l'économie numérique est une opportunité. ■■■



■■■ Quand on parle de l'économie numérique ce ne sont pas juste les banques en ligne, ou juste une question de technicité. D'aucuns ont tendance à croire qu'il faut avoir seulement des compétences d'ingénieur. Pourtant, l'économie numérique a aussi un impact sur le développement humain.

Parler de politique numérique doit nous amener à prendre en compte toutes les parties prenantes. Il ne s'agit pas de réunir des experts seulement. Le rôle du gouvernement c'est de créer une plateforme pour faciliter les actions des usagers afin de contribuer à la transformation numérique et non de combattre. Si les gouvernements mettent en place des infrastructures et que nous n'avons pas les aptitudes, nous n'évoluerons pas. Nous devons penser à comment nous pouvons être propriétaires de nos solutions.

A titre d'exemple, la technologie a été utilisée à un autre niveau au Ghana tout en restant inclusive, en traduisant les informations en langues locales pour les diffuser sur les réseaux sociaux.

Les occidentaux continueront de s'enrichir avec nos compétences numériques jusqu'à ce que nous commençons à créer du contenu propre à l'Afrique. Nos talents numériques doivent comprendre comment ils peuvent utiliser le numérique pour impulser le développement en Afrique. Il nous faut pouvoir créer nos plateformes numériques africaines pour ne pas être surpris au cas où celles qui appartiennent à l'occident disparaissent.

La question des données est aussi importante. Si nous devons prendre des décisions sur la base des données et que nous ne parvenons pas à en créer, nous serons facilement manipulables et nos jugements pourraient être même erronés.

Malgré les petits pas, il est important de savoir qu'il y a 10 ans de cela, les choses n'étaient pas telles qu'elles sont aujourd'hui. Nous ne pouvons plus rester sans être connectés avec le reste du monde.

L'Afrique doit innover dans le numérique et produire de la documentation numérique. Les journalistes dans des pays comme le Kenya ont des opportunités avec le numérique. Mais le défi est qu'ils ne sont pas formés à son utilisation. Les questions de structuration sont très importantes pour l'économie numérique. Il est nécessaire de prendre en main l'histoire réelle de l'économie numérique. Il faut à ce propos que l'État développe le réseau internet, fasse un renforcement de capacité, et montre comment utiliser les infrastructures.

La question fiscale demeure un challenge. La plupart des gouvernements taxent trop fort. Pourtant réduire les taxes permettra à un plus grand nombre d'avoir accès à internet.

Le numérique doit être au service de la gouvernance. Au Kenya, la plateforme "Alindo" a été mise en place pour donner les informations sur les décisions prises lors des sessions parlementaires. Il y a aussi twitter qui a été utilisé pour mettre pression sur le gouvernement Kenyan a plusieurs reprises.

Une bonne politique de protection des africains sur le numérique est impérative. Il faut bien réfléchir avant de se lancer dans les innovations numériques. Cela revient plus concrètement à mettre en place une structure pour protéger le marché. ■

## LIBERTÉ ET GOUVERNANCE D'INTERNET : LES ADMINISTRATIONS AFRICAINES À L'ÉPREUVE

La liberté c'est le libre choix de pouvoir se connecter en toutes heures, en tout lieu selon son intérêt. La définition de la gouvernance d'internet s'articule autour de trois points qui sont : l'accès ouvert au processus de gouvernance, la sécurité et la stabilité du réseau et un cadre géré par l'État. Le bilan de la liberté et de la gouvernance d'internet est positif dans un pays comme le Sénégal et beaucoup d'indicateur le montre : couvre-feu numérique inexistant, l'accès d'internet démocratisé et l'intégration de nombreux jeunes ingénieurs. De plus, le contrôle de la qualité du service est démocratisé grâce à une application qui permet à toute personne de se prononcer sur le service. Dans plusieurs pays, le peuple se bat pour la liberté pendant que l'État impose des mesures privatives de celle-ci sur internet avec des blocages, des coupures d'Internet

et même des taxes à partir de téléphone 3G. De plus, ces mesures sont prises de manière unilatérale et sans impliquer toutes les parties prenantes liées à la gouvernance d'Internet.

Lorsque la loi place l'autorité de régulation sous l'exécutif, celle-ci est de connivence avec l'autorité pour des objectifs politiques. Le taux de pénétration d'internet mobile demeure encore très faible dans plusieurs pays. C'est le cas en République Démocratique du Congo où il est de seulement 30%.

Dans la gouvernance de l'internet, il y a une disparité entre le peuple et le pouvoir. On assiste dans plusieurs pays à des coupures générales de l'internet, lors des élections présidentielles. Ces coupures d'internet sont à considérer comme une faiblesse en Afrique. ■



## MÉDIA ET DÉVELOPPEMENT



Ce workshop a été un échange entre les responsables de Canal France International (CFI) et le public. Les participants ont partagé les réalités auxquelles ils font face dans leurs pays dans le cadre de la mise en œuvre des activités sur lesquelles ils travaillent avec CFI. Au cours de ces échanges, une journaliste malienne a rappelé l'emprisonnement d'un de ses confrères dans le cadre de la mise en œuvre des activités avec CFI et son organisation. Elle a regretté que CFI soit resté silencieux face à la cause de celle-ci. A ce propos, le Directeur Afrique de CFI a affirmé que son organisation s'est excusée d'avoir

commis cette erreur. Il a aussi affirmé qu'à la suite de cela, une charte de CFI a été rédigée. Pour lui cette situation a permis à son organisation de tirer quelque chose de positif.

Il a aussi été soulevé le fait que CFI ne mène pas assez d'actions en Afrique Centrale. À ce niveau, le Directeur Afrique de l'organisation a reconnu qu'ils n'étaient pas assez présents dans la zone mais qu'ils avaient commencé des actions pour pallier la situation. Ils mènent ainsi des activités au Cameroun et comptent s'étendre dans toute la zone. ■



## LOCAL OPEN GOVLAB



Local Open GovLab

Un exemple de bonne pratique a permis de comprendre l'impact positif que peut avoir l'engagement citoyen dans l'amélioration de la gouvernance.

Des collectivités ont été choisies après un appel à candidature pour prendre l'engagement de faciliter l'accès à l'information sur ce qui s'y passe. Ainsi, un document nommé le guide du maire a été établi. Une immersion a été faite dans une des communes de Dakar au Sénégal.

Sur place, plusieurs problèmes ont été constaté notamment :

- Le Manque de connexion
- Le Problème de la fiabilité de la connexion
- Défis de communication
- Laxisme du service public

Un manque de conformité a été noté avec la réalité du terrain. Pour la réussite de la mission, l'implication des citoyens et aussi des dirigeants était plus qu'indispensable.

L'instauration d'activités de renforcement de capacité a été intégrée dans le projet pour pérenniser les initiatives

sur le terrain.

La documentation des données permettra à d'autres pays de s'appropriier le projet à leur guise. Tout ça grâce à l'interconnexion entre les bénévoles pour faciliter le partage de connaissance et d'expérience.

Les éléments clés qui ont contribué à la réussite du projet :

- Adaptation et positivité
- Patience et abnégation
- Vocation et dévotion
- Résilience et transcendance

Des recommandations ont été faites aux porteurs du projet. Il leur a été demandé de documenter toutes leurs activités et de les envoyer à AfricTivistes afin que cela soit montré à la face du monde. Trouver une démarche à mettre en place pour pérenniser ce type d'initiative. Faire en sorte que cette initiative devienne un mouvement d'ensemble. Avoir un mécanisme derrière pour protéger les données qui sont collectées et pérenniser les initiatives. ■

# LA CIVIC TECH AU SEIN DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE (PRÉSENTATION DU CHARTER PROJECT AFRICA)



The  
**CHARTER**  
PROJECT **Africa**  
Democracy | Elections | Governance

Le Charter Project Africa, est un projet panafricain axé sur les engagements contenus dans la charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG). Le principal document politique de l'Union Africaine visant à faire progresser la gouvernance démocratique dans les États membres de l'Union Africaine.

La pertinence de ce projet est de montrer l'importance de l'engagement civique dans les affaires publiques et d'explorer comment utiliser l'espace digital pour soulager cette participation civique.

Il vise à encourager l'utilisation de la technologie civique pour amplifier la voix des citoyens. Pour se faire, il fournit des ressources financières par le biais des subventions, ainsi que des ressources techniques, à travers le savoir-faire, aux initiatives civiques en faveur de la démoc-

ratie, en particulier celles menées par différents groupes au niveau continental.

Le projet ouvre des espaces de collaboration entre les citoyens, les initiatives civiques et les décideurs de l'Union Africaine à plusieurs niveaux (national, régional et continental) en mettant l'accent sur les formats numériques. Une attention particulière est accordée au rôle et au mandat de l'architecture africaine de gouvernance. En outre, le rôle de l'African Charter on Democracy, Election and Governance est de contribuer à la réalisation du changement positif dans les États membres de l'Union Africaine. Avec une durée de 3 ans depuis janvier 2021, les pays cibles du Charter Project Africa sont: Botswana, Bénin, Cabo Verde, Ethiopia, Kenya, Nigeria, Senegal, South Africa, Sudan, Tanzania et Zambia.



Les organisations membres du consortium déroulant le projet sont: European Partnership For Democracy (EPD) AfricTivistes, Code for Africa (CFA), Democracy Word Foundation ( DWF), Gorée Institute et le European Centre for Development Policy Management (ECDPM ). Le projet est financé par l'Union Européenne.

Après l'implémentation du projet, les objectifs spécifiques suivants devront être atteints :

- Renforcer la société civile à travers l'Afrique dans sa capacité à représenter les citoyens au niveau continental, à travailler à promouvoir la gouvernance démocratique dans les Etats membres de l'Union Africaine.
- Consolider les initiatives civiques, en particulier celles menées par les jeunes dans leur capacité à exploiter les connaissances, des données et les techniques pour analyser, suivre et promouvoir la mise en œuvre de la CADEG.
- Les responsables politiques de l'Union Africaine, des décideurs nationaux et les organisations de la société civile ont renforcé leur collaboration pour relever ensemble les défis de la gouvernance démocratique.

Les approches sont les suivantes :

- Engagement digital,
- Dialogue de politique,
- Analyse de AGA & de la de société civile africaine,
- Design d'outils & méthode pour l'engagement pour une AGA stratégique.

Les groupes d'activités sont les suivants :

- Technologique civique et engagement numérique
- Initiatives de Gouvernance Démocratique.
- Engagement national, régional et continental
- Soutien à AGA et jumelage
- Analyse des activités politiques.

En tant qu'organisation panafricaine, AfricTivistes aura pour rôle d'apporter au niveau de la société civile le côté civic digital. L'objectif de cette composante est de faire en sorte que différents acteurs en Afrique puissent soumettre des projets pour faire avancer la démocratie avec la mise en place d'une plateforme de subvention. La deuxième composante est le dialogue en ligne avec des consultations citoyennes qui se tiendra en ligne par des sessions zoom. Les discussions permettront de recueillir autant de contributions. Le projet aura un secrétariat qui constitue en quelque sorte un pont entre l'Union Européenne et l'Union africaine.

Un aspect aussi important du projet sera la mise en place d'un MOOC afin de permettre aux membres de la société civile d'avoir des informations et un bagage pour pouvoir faire des plaidoyers en se basant sur les documents juridiques, politiques, etc. Ce MOOC sera ouvert et décerné en premier lieu aux membres de la société civile au niveau du continent pour promouvoir les valeurs de démocratie, d'élection et de gouvernance.

European Center for Development Policy Management est un centre de recherche sur la gouvernance qui s'est engagé à suivre les réformes de l'Union Africaine. Le centre a déployé différentes sortes d'outils de recherche. Un de ses outils pertinents sera mis à disposition du projet. Il s'agit de l'analyse de l'économie politique, qui est un outil utilisé pour comprendre comment les organisations marchent en Afrique. Le rôle du centre sera de produire les analyses, informer, essayer de voir comment s'adapter et exécuter. L'autre rôle du centre sera de voir dans la démocratie comment le syndicalisme civique peut être implémenté par le digital. La méthodologie permettra de voir comment la technologie a changé le rôle du genre et le syndicalisme, comment la digitalisation a changé la démocratie, comment la digitalisation a changé les élections . ■■■



■■■ Le Gorée Institute a aussi un certain nombre d'activités à mener dans le cadre de ce projet. Parmi les 11 pays ciblés, Gorée Institute a la charge de travailler sur 4 pays à savoir le Bénin, le Niger, le Sénégal et le Cap Vert. Certains de ces pays ont signé la Charte africaine et d'autres ont ratifié. La contribution au projet va se focaliser sur les civils, l'espace civique, et la protection de la société civile. Les organisations de la société civile dans ces pays qui utilisent les Civic Techs plus précisément ont été ciblées. L'accent est mis sur les Civic Techs parce qu'ils sont dans une approche qui sera promue dans le cadre de ces projets. Des documents seront produits dans le cadre de ces activités. Un plaidoyer sera fait au niveau de la CEDEAO et de l'Union Africaine pour promouvoir la gouvernance démocratique en Afrique.

European Partnership for Democracy, réseau panafricain composé de 18 membres, tous européens, travaille dans le domaine de la démocratie. Certains de ses membres travaillent dans la société civile, avec les parlements, les défenseurs des droits de l'Homme. L'organisation travaille avec l'Union Européenne dont la démocratie est la haute priorité dans son agenda.

Il y a un manque d'engagement de la de société civile au niveau continental et c'est exactement ce que le Charter Project Africa vise à corriger en renforçant les courroies de collaboration entre la société civile panafricaine et les

décideurs politiques au niveau des différents organes de l'Union Africaine.

En somme, il s'agit d'un projet ambitieux qui a besoin de l'engagement de la masse critique afin d'atteindre ses objectifs.

Le concours panafricain pour les solutions techs à pour objectif d'identifier et de faire une cartographie des initiatives existantes, mais aussi de faire de nouvelles propositions pour mettre en œuvre des initiatives techs. C'est une opportunité de cartographier ce qui existe déjà et aussi de recevoir des propositions.

Toujours dans le cadre de ce projet, un prix sera décerné à un chef d'Etat champion de la charte africaine pour la démocratie et la bonne gouvernance. AfricTivistes avec la collaboration des autres membres du consortium et des membres d'OSC déterminera les critères d'identification de celui qui aura le mérite de remporter. Le rôle de ce Chef d'État sera de porter la charte afin d'encourager ses pairs à davantage la domestiquer au niveau national.

Le plaidoyer en ligne est l'aspect le plus prépondérant du projet parce qu'il se veut inclusif, collégial et réalisable avec l'appui de tout le monde. C'est à travers l'inclusion qu'il sera possible de travailler ensemble pour promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie et exiger des élections transparentes dans nos pays respectifs. ■

## DU RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE EN AFRIQUE

Si le monde a changé, les enjeux demeurent inchangés pour l'Afrique. Les dirigeants africains continuent malheureusement à se comporter pour la plupart comme des agents administratifs de l'occident. Il nous faut compter sur nos forces endogènes pour régler ce problème. Il n'y a pas de démocratie à géométrie variable. Les modifications constitutionnelles sont devenues une ingénierie de nos dirigeants. La justice est l'un des pouvoirs importants dans la restriction de la démocratie. C'est à nous de trouver des solutions pour travailler en dépit de nos difficultés et personne d'autre ne le fera à notre place.

Pour réussir ce mouvement d'ensemble, il est impératif que les grandes associations portent les toutes petites associations. Il faudrait aussi réfléchir à un plaidoyer pour faire le suivi des recommandations qui sont faites aux instances de décisions. Il faut en outre réfléchir à comment créer une vraie solidarité institutionnelle.

La société civile doit se constituer en force organisationnelle et faire de propositions convergentes. L'aspect surveillance est l'une des plus grandes menaces de la société civile. L'Etat ayant ouvert la brèche de la surveillance sauvage, des citoyens mal intentionnés font pire. La sécurité c'est d'abord dans la tête c'est-à-dire la prise de conscience du danger.

Si nous ne sommes pas autonomes et qu'on ne peut pas réfléchir par nous-mêmes et poser des actions par nous-mêmes, alors il nous sera difficile de trouver des solutions pour notre continent.

Force est de constater que le rétrécissement de l'espace civique est appuyé par les citoyens sous l'influence des dirigeants. ■





## DÉCLARATION D'ABIDJAN POUR UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE DE L'INTERNET EN AFRIQUE

Nous AfricTivistes -Ligue africaine des blogueurs et Web Activistes pour la démocratie- réunis les 11 et 12 novembre 2021 à Abidjan dans le cadre de notre 3ème sommet sous la thématique de "Promouvoir le développement et la gouvernance démocratique de l'internet en Afrique".

Considérant le caractère indissociable de l'accès à internet de la consolidation de l'Etat de droit et des libertés publiques dans toute démocratie, de même que la consubstantialité de la transformation digitale à toute politique de développement en Afrique,

Conscients que la souveraineté numérique est un attribut de la souveraineté de l'Etat moderne, que tout gouvernement se doit de créer les conditions nécessaires à son affirmation, qu'il ne saurait s'y soustraire ou y renoncer sous peine de voir sa responsabilité morale et politique engagée,

Considérant le rôle croissant de la société civile africaine dans l'espace digital, où elle s'affirme en tant que force de proposition et d'actions mais aussi comme acteur de contre-pouvoir pour combler les défaillances de la société

politique, notamment à travers les innovations des Civic Tech favorisant les gestions ouvertes et participatives, Soucieux, par ailleurs, de procurer aux différents intervenants dans l'écosystème de l'information et de l'activisme digital un cadre d'action approprié qui leur procure dignité et protection, contre les appareils étatiques mais aussi contre les turpitudes de la désinformation, Considérant la nécessité de combler les retards accusés par les différents Etats africains en matière de régulation et de gouvernance digitale, et d'harmoniser leurs législations dans les matières y afférent, sous l'impulsion d'organisations régionales et continentales, Considérant enfin le pouvoir salutaire joué par les innovations digitales qui s'est révélé, lors de la dernière crise sanitaire du Covid-19, ainsi que dans les situations de crises et de conflits plus généralement, Adoptons la déclaration dont la teneur suit :

- Réaffirmons notre engagement indéfectible en faveur d'une gouvernance démocratique de l'Internet garantissant le respect de l'Etat de droit, des libertés fondamentales,



et permettant la redevabilité des pouvoirs publics en Afrique ;

- Réitérons notre détermination à innover pour favoriser et encourager le développement de l'économie numérique en Afrique ;
- Sommes engagés à sensibiliser les pouvoirs publics africains sur la nécessité de protection des données numériques nationales conformément à la Convention de l'Union africaine sur la cybercriminalité et la protection des données à caractère personnels connu sous le nom de Convention de Malabo ;
- Sensibiliser les États à privilégier les expertises nationales dans la mise en place des politiques publiques numériques responsables ;
- Invitons les États à passer de loi sur la cybercriminalité en phase avec la Convention de Malabo et respectant les droits des citoyens ;
- Encourageons les États africains à collaborer avec les organisations de la société civile sur la collecte des données en plaçant celles-ci au cœur des processus d'élaboration des politiques publiques et ce sur la base de règles éthiques pour une collecte et une gestion des données respectant les droits des citoyens ;
- Réaffirmons notre engagement en tant qu'acteurs de l'information en ligne à agir en toute responsabilité dans le cyberspace ;
- Appelons les pouvoirs publics africains à garantir la protection des journalistes et blogueurs dans l'exercice de leurs activités en adéquation avec l'Observation Générale N°34 du Comité des droits de l'homme des

Nations-unies qui est chargé de monitorer le respect du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) de 1966 ;

- Encourageons les acteurs de l'information que sont les blogueurs et les journalistes à constamment rechercher des cadres de collaboration formels ou informels afin de mettre en place des synergies d'action pour faire face aux enjeux socio-politiques des menaces du cyberspace ;
- Affirmons avec énergie notre rejet de la désinformation et de tout discours de haine dans le cyberspace, toute chose qui fragilise le vivre-ensemble dans nos Etats et constituent autant de menaces pour la garantie de l'état de droit et de la démocratie ;
- Engageons à sensibiliser les opinions publiques sur les questions relatives au droit d'accès à internet, l'ouverture et la neutralité du net, la souveraineté numérique et la protection des données, que nous appellerons les Etats à inscrire dans le marbre constitutionnel et voter des textes législatifs adaptés régissant ces domaines ;
- Appelons à la conclusion de partenariats entre le secteur privé, le secteur public, les instances de régulation et la société civile pour créer de véritables infrastructures nationales et continentales respectant les droits humains
- Nous réaffirmons notre engagement à renforcer les capacités des acteurs de l'information, à impliquer les pouvoirs publics, mais aussi à sensibiliser la jeunesse africaine sur l'utilisation responsable des outils du web 2.0 et sur les opportunités économiques qu'offre le numérique de façon générale.

**Fait à Abidjan le 12 Novembre 2021**



## CONCLUSION

Au cours de ces 2 jours d'échanges, les participants d'horizons différents ont pu se rendre compte qu'ils partagent les mêmes réalités. D'où la nécessité de mieux fédérer leurs forces pour une meilleure gouvernance d'internet. Ce sommet a révélé aussi que les lignes bougent et les partages de bonnes pratiques ont été révélateurs de cet état de fait. De belles perspectives sont à envisager afin de parvenir à une souveraineté

numérique et une meilleure gouvernance d'internet sur le continent Africain.

La solidarité et l'encouragement des initiatives locales ont été au cœur de ce sommet. Notons que la clôture du sommet a consacré Djamilia Boubacar SAHABI, première lauréate de Africtivistes Prize, en récompense à son initiative "NISSA PAD", Marque de serviettes hygiéniques lavables en coton biologique certifié.



## ANNEXES : RECOMMANDATIONS

Plusieurs recommandations ont été faites, en voici les plus pertinentes :

- Accorder plus de prêts aux acteurs du secteur des TICs.
- Relever le défi du changement de notre façon de penser, c'est-à-dire combiner le développement avec le numérique.
- Mettre en place des mécanismes permettant de mesurer la maturité numérique.
- Mettre en place des métriques des infrastructures de TIC utilisées par tous (gouvernement et populations).
- Construire les capacités numériques adaptées aux besoins.
- Garantir les 3 facteurs nécessaires pour le développement du numérique en Afrique : La capabilité, l'opportunité et la motivation.
- Donner à chaque individu l'opportunité de changer les choses.
- Créer de la motivation à travers l'inclusion financière.
- Inclure les femmes dans le processus de la bonne gouvernance d'internet.
- Aller au-delà de la question de représentation pour faire de l'inclusion une question stratégique.
- Éviter de chercher des solutions pour les problèmes africains en dehors du numérique.
- Assurer la cybersécurité et la confiance numérique.
- Assurer la sécurité des journalistes et activistes en raison des éléments qu'ils osent présenter et aussi parce qu'ils ont à dos des personnalités très importantes.
- Les journalistes doivent s'atteler à être de plus en plus crédibles dans ce qu'ils font pour gagner la confiance de l'opinion.
- Il est nécessaire que les institutions des Droits de l'Homme

prennent leurs responsabilités dans la protection des cyber activistes, blogueurs.

- Pour être protégé en permanence, il faut que chaque journaliste et blogueur prenne ses propres responsabilités.
- Donner autant d'importance à la question de la santé mentale qu'à celle de la santé physique.
- Parvenir à mettre en place un contrat social avec le public pour qu'il soutienne les problèmes que soulèvent les médias.
- Former les blogueurs pour éviter que ceux-ci ne tombent sous le coup de la loi. Fuir l'ignorance car elle représente une menace pour les blogueurs et journalistes.
- Être capable de réunir toutes les conditions pour rester en vie, le réseautage, la formation juridique.
- Avoir une conscience aiguë des dangers qui sont autour des journalistes et blogueurs.
- Les blogueurs et les journalistes ont besoin du soutien de l'opinion publique car c'est pour elle qu'ils se battent.
- Accroître le soutien institutionnel.
- Les patrons des journalistes doivent éviter de les laisser tomber dans les situations difficiles.
- Voir dans quelle mesure nous pouvons éduquer, alerter, sensibiliser.
- Voir surtout comment dans notre position d'AfricTivistes nous pouvons empêcher certaines actions de se faire.
- Faire des choix courageux sur toute la chaîne de valeur car les AfricTivistes à eux seuls ne peuvent pas faire changer les choses.
- S'assurer de prendre les bonnes décisions, car chaque fois que nous prendrons une mauvaise décision, c'est 10 années de retard que nous rajoutons à nos 20 ans de retard.

- Il faut que les jeunes du secteur privé, du secteur public et la société civile, fédèrent leurs efforts de sorte à faire comprendre les enjeux de la souveraineté numérique à nos États.
- Trouver l'équilibre entre les personnes qui sont en retard dans le domaine numérique et ceux qui comprennent les enjeux technologiques.
- Le numérique ne vient pas changer nos habitudes culturelles, il faut donc garder notre identité culturelle en créant ce pont entre anciens et jeunes.
- Maîtriser les infrastructures et les ressources critiques, c'est-à-dire les câbles pour parvenir à une souveraineté numérique.
- Développer nos réseaux de câble africain.
- Investir dans l'innovation pour que les jeunes libèrent leur créativité et que leurs créations soient faites en Afrique avec des matériaux locaux.
- Les organisations pourraient se mettre ensemble pour créer un moteur de recherche local.
- Le Mindset doit changer sur le fait d'attendre d'avoir beaucoup de diplôme pour travailler, simplement avec le téléphone nous pouvons créer de la richesse.
- La société civile doit assurer son rôle d'éducation et de mobilisation par rapport au plaidoyer.
- Il faut un partenariat entre la société civile et les acteurs du numérique.
- Partir de la coordination gouvernement, lanceurs d'alerte et les organisations de la société civile pour une meilleure gouvernance d'internet.
- S'assurer que les voix des usagers d'internet soient prises en compte pour une meilleure gouvernance d'internet.
- Les blogueurs doivent se battre pour leurs droits.
- La société civile doit être là pour les citoyens si elle ne veut pas être accusée d'être vendue.
- La société civile doit être réaliste et combattre avec stratégie si elle ne veut pas elle-même payer les factures.
- Il est important de trouver un commun accord sur les mesures qui sont souvent prises parfois avec les mêmes acteurs, parce qu'il y a constamment des difficultés à s'entendre sur les mesures.

- Internet ne doit pas être pris comme un fourre tout sinon nous en subissons toutes les conséquences désastreuses.
- La société civile doit contribuer à faire la promotion des régulations liées au numérique.
- Éviter de tout attendre de l'État parce qu'il a mis ce qu'il estime être nécessaire en place et c'est à nous de vérifier et de faire des propositions.
- Endiguer l'autoritarisme digital en Afrique.
- La société civile doit jouer un rôle d'actrice principale dans la réglementation des réseaux sociaux pour ne pas en être victime.
- Il y a une nécessité de formation pour la capacitation des acteurs de la société civile.
- Les institutions internationales devraient au lieu de déverser des milliards sur les gouvernants, opter pour la formation des acteurs de la société civile.
- La légitimité doit être recherchée par la société civile dans les résultats du travail abattu sur le terrain.
- Il faut la qualité de la société civile à côté de sa légitimité.
- Financer les organisations de la société civile crédibles sur fonds publics.
- Il est nécessaire que les organisations de la société civile puissent mieux s'organiser.
- Il est aussi nécessaire de parvenir à la professionnalisation des acteurs de la société civile.
- Former les usagers des médias sociaux en Afrique à la lutte contre la désinformation.
- Les médias sociaux africains doivent travailler à être plus crédibles.
- Créer une collaboration franche entre les blogueurs et les journalistes en ligne.
- Il est important que les journalistes et les blogueurs s'unissent pour construire de la crédibilité.
- Combattre la méfiance à travers des cadres permanents de collaboration entre journalistes et blogueurs
- Insister sur la question de la structuration de la société civile pour qu'elle puisse bénéficier du financement.
- Trouver une définition juridique des termes/qualifications et autres appellations des acteurs de l'information en ligne, blogueurs, lanceurs d'alerte etc. Cette définition

leur permettrait d'avoir une existence formelle.

- Axer les lois sur la protection et non sur la répression des acteurs de l'information en ligne.
- La définition d'un statut et le profilage juridique permettront de dégager les devoirs, mais aussi les droits des uns et des autres.
- Créer une législation spécifique aux acteurs de l'information en ligne. Trop souvent, les lois concernant ces acteurs sont adossées à des lois transversales et englobantes concernant la presse traditionnelle, la publicité, etc.
- Mettre en relation les législations locales en ce qui concerne les bonnes pratiques. Certains pays sont plus outillés et plus avancés en ce qui concerne la mise en place du cadre normatif reconnaissant l'existence et garantissant les droits des acteurs de l'information en ligne.
- Faire des partages d'expériences pour tirer vers le haut les États à la traîne.
- Créer un cadre légal panafricain basé sur les textes existants des instances africaines, renforcés par les inputs des pays les plus avancés en la matière.
- Il faut que les gouvernants africains numérisent leurs stratégies pour se mettre à jour.
- Adopter des plans pour notre système économique numérique. Tout ne passera pas par la richesse de nos sols et sous-sols mais aussi par notre capacité à réfléchir à comment créer le développement propre à l'Afrique.
- Penser à comment nous pouvons être propriétaires de

nos solutions.

- Créer du contenu propre à l'Afrique.
- Nos talents numériques doivent comprendre comment ils peuvent utiliser le numérique pour impulser le développement en Afrique.
- Il nous faut pouvoir créer nos plateformes numériques africaines pour ne pas être surpris.
- Innover dans le numérique et produire de la documentation numérique.
- Prendre en main l'histoire réelle de l'économie numérique.
- Que l'Etat développe le réseau internet, fasse un renforcement de capacité, et montre comment utiliser les infrastructures.
- Réduire les taxes pour permettre à plusieurs personnes d'avoir accès à internet.
- Former nos jeunes au numérique pour aider à relever le niveau de nos politiques.
- Il faut une bonne politique pour protéger les africains sur le numérique.
- Mettre en place une structure pour protéger le marché.
- Réfléchir à un plaidoyer pour faire le suivi des recommandations qui sont faites aux instances de décisions.
- Réfléchir à comment créer une vraie solidarité institutionnelle.
- La société civile doit se constituer en force organisationnelle et faire de propositions convergentes.





Tous droits réservés.  
**Les Éditions AfricTivistes, Dakar 2021**



# Africtivistes



**Africtivistes**

|| [www.africtivistes.org](http://www.africtivistes.org)

|| [info@africtivistes.org](mailto:info@africtivistes.org)

